

PORTUGAL

NOTES THEMATIQUES

- Février 2021

Aymeric Bourdin
Alexis de Chaisemartin
Ophélie Derlon
Rolland Mougnot
Pierre-Emmanuel Saint Esprit
Isa Schulz
Victor de Vilmorin





SYNTHESE DES FICHES THEMATIQUES

Le Portugal, une géographie qui oriente son développement vers l'Atlantique

Situé à l'extrême Sud-Ouest de l'Europe, le Portugal est l'un des pays les plus isolés géographiquement d'Europe ayant comme voisin unique l'Espagne avec qui ils partagent la péninsule Ibérique. Avec moins de 100 000 km², le Portugal est doté de ressources naturelles limitées

Un double orientation géopolitique façonnée par l'histoire

Historiquement, le Portugal a toujours refusé de se rapprocher de l'Espagne et donc indirectement de l'Europe. La géopolitique du Portugal s'est donc faite par la mer. Le Portugal rejoint l'OTAN en 1949 et possède des relations très fortes avec ses anciennes colonies notamment l'Angola, le Brésil et le Mozambique. Cependant, depuis la fin de la dictature en 1974 et de la décolonisation, le pays a complètement changé de perspectives géopolitiques et s'est rapproché naturellement de l'Europe.

Le développement Européen au service du développement économique

En 1986, le Portugal qui intègre la CEE est un pays pauvre, dévasté par la dictature. Moderniser le pays est alors une nécessité. L'intégration Européenne est un levier de croissance formidable et le pays s'enrichit rapidement.

Le Portugal est une république fondée sur une démocratie parlementaire

La Constitution établit un régime dit "semi-présidentiel".

Le président est le chef de l'État et le commandant en chef de l'armée. Il est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Après une élection générale, le chef du parti ou de la coalition majoritaire est généralement nommé Premier ministre par le président, pour un mandat de quatre ans. Le pouvoir législatif au Portugal est monocaméral. Le parlement, appelé Assemblée de la République, compte 230 sièges. Ses membres sont élus au suffrage universel pour un mandat de quatre ans.

Contexte politique actuel

En octobre 2019, le peuple portugais a voté aux élections générales, qui ont vu la confirmation du Parti socialiste du Premier ministre en exercice Antonio Costa comme la principale entité politique du pays avec 36% des voix (obtenant un total de 108 sièges, 22 de plus que lors des élections précédentes), suivi du Parti social-démocrate (79 sièges) et du Bloc de gauche (19 sièges).

Intégration du Portugal dans l'économie européenne

Le Portugal est devenu membre de la Communauté européenne en 1986. Le pays a rejoint l'Union Economique et Monétaire en 1999 et a commencé à faire circuler l'euro dès sa création le 1er janvier 2002. Aujourd'hui, la grande majorité du commerce international se fait au sein de l'Union Européenne (UE), en particulier avec l'Espagne (30% des importations de produits 2018, 23% des exportations de produits), l'Allemagne (13%, 12%) et la France (7%, 13%).

2008-2014 : La grande crise financière

À la suite de l'effondrement et de la nationalisation de la Banco Português de Negócios (BPN) en 2008, de la faillite et de la dissolution de la « Banco Privado Português » (BPP) en 2010 et du dérapage budgétaire avec les Partenariats Public-Privé de 2008 à 2010, le Portugal était au bord de la faillite. Pour l'éviter, le Portugal a reçu un renflouement de 78 milliards d'euros du FMI et de l'Union Européenne en avril 2011.

Au terme du paquet de soutien voté en mai 2014, le gouvernement portugais a réaffirmé son engagement à poursuivre sa réforme économique. Depuis lors, l'économie s'est redressée avec des taux de croissance annuels du PIB réel supérieurs à la moyenne de l'UE, alimentés par le tourisme et les exportations.

2020 : La crise du covid

La dépendance du Portugal au tourisme l'a rendu particulièrement vulnérable à l'impact économique du coronavirus. Comptant pour 15% du PIB et 9% de l'emploi, le secteur s'attend à perdre 60 000 emplois cette année.

Perspectives

Le Portugal devrait recevoir 13 milliards d'euros de subventions du fonds de relance de l'UE (6% du PIB 2019) d'ici 2026. Toutefois, il n'exploitera pas sa composante « prêt » pour éviter d'augmenter davantage la dette publique. La banque centrale portugaise prévoit un rebond en 2021 à 3,9% de croissance et s'attend à ce que l'économie retrouve progressivement son niveau d'avant la pandémie d'ici 2023.

Le système éducatif portugais

Contrairement à une partie de leurs aînés qui quittaient l'école jeune pour s'engager comme ouvrier agricole ou industriel, au Portugal ou en France par exemple, les enfants et adolescents portugais d'aujourd'hui doivent obligatoirement suivre un cursus scolaire de 6 à 18 ans (suite à une réforme de 2009). Les résultats du Portugal dans les classements PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) successifs sont encourageants et méritent d'être soulignés.

Un enseignement post-secondaire diversifié, proposant, outre les cursus universitaires, un parcours pour former les futurs cadres ainsi que des parcours distanciels. Une nouvelle offre de formation professionnalisante a été mise en place il y a quelques années, il s'agit des Cours de spécialisation technologique « Cursos de Especialização Tecnológica » (CET). C'est la réponse apportée aux besoins croissants du tissu socio-économique portugais en matière de cadres intermédiaires.

Le levier européen en recherche et innovation

Le Portugal investit 1,3% de son PIB en Recherche & Innovation (R&I), contre 2,1% en moyenne dans l'U.E, le plaçant en 14^{ème} place dans l'Union. 31% de sa main d'œuvre travaille dans un emploi « intense en savoir », légèrement moins que la moyenne de l'UE (36%). Le Portugal est également 11^{ème} sur 28 en nombre de chercheurs par habitant.

Dans ce contexte, les 3,4 milliards d'euros reçus via Horizon 2020 (1 milliard) et les fonds structurels (2,3 milliards) représentent à la fois un apport substantiel à l'effort en recherche et innovation et un vecteur d'accélération des coopérations scientifiques et privées avec des organisations d'autres pays membres à la pointe de leur domaine.

Aperçu global de l'Innovation au Portugal depuis 2015

Il y a une baisse régulière du nombre de startups créées entre 2015 et 2020, à cause des barrières d'entrée sur le marché, des tendances de recrutement en entreprise et du COVID-19. Lisbonne (67,02%), Porto (7,45%) et Braga (7,27%) sont les principaux pôles d'innovation, Lisbonne comptant plus de 20 établissements d'enseignement supérieur tandis que Porto en compte plus de 15. Les 3 principales industries ayant le plus grand nombre de startups sont le e-commerce et les achats (15,20%), les technologies de l'information et les logiciels (12,31%) ainsi que les applications et mobiles (9,12%). Le nombre de nouvelles entreprises dans les TIC ayant presque doublé au cours des 10 dernières années montre l'engouement du pays pour sa transformation digitale.

Financement de l'innovation au Portugal

En 2018, 40.6% des financements en R&D provenaient du Gouvernement. Les startups ont levé plus de 2 milliards de dollars entre 2015 et 2020. La majorité de ce financement provenait de sources externes (92%). Même si la pandémie a eu un impact négatif sur plusieurs industries, les startups du secteur des logiciels d'entreprise, du marketing et de la publicité ont connu une augmentation de financement. Le gouvernement a produit un nouvel ensemble de mesures de secours économique d'un montant de 25 millions d'euros afin de soutenir l'Innovation face à la crise de Covid-19.



1-GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE

Le Portugal, une géographie qui oriente son développement vers l'Atlantique

Situé à l'extrême Sud-Ouest de l'Europe, le Portugal est l'un des pays les plus isolés géographiquement d'Europe ayant comme voisin unique l'Espagne avec qui ils partagent la péninsule Ibérique. Avec moins de 100 000 km², le Portugal est doté de ressources naturelles limitées malgré ses réserves de fer d'uranium et un bassin hydraulique important dû à ses 3 principaux fleuves le Tage, le Douro et le Guadiana. Divisé en 18 régions et deux provinces autonomes, le Portugal bat au rythme de Lisbonne et ses 2 millions d'habitants et Porto avec 1.2 millions d'habitants. Le Portugal est ainsi quatre fois plus petit en taille, en population que son voisin Espagnol. C'est tout naturellement que le Portugal est parti en quête de ressources en s'ouvrant à l'international via sa façade atlantique pendant plusieurs siècles. Aujourd'hui seuls Madère, les Açores et 8 pays lusophones témoignent du passé glorieux du Portugal axé sur son développement par l'Atlantique. Aujourd'hui encore, le Portugal possède la 20-ème Zone Economique Exclusive la plus grande avec plus de 1.7 millions de km² et la troisième européenne derrière la France et l'Angleterre. Aujourd'hui le Portugal tire encore 11 % de son PIB, 12 % de ses emplois, 17 % de ses recettes fiscales de la mer.

Un double orientation géopolitique façonnée par l'histoire

Historiquement, le Portugal a toujours refusé de se rapprocher de l'Espagne et donc indirectement de l'Europe. La géopolitique du Portugal s'est donc faite par la mer. Le Portugal rejoint l'OTAN en 1949 et possède des relations très fortes avec ses anciennes colonies notamment l'Angola, le Brésil et le Mozambique. Cependant, depuis la fin de la dictature en 1974 et de la décolonisation, le pays a complètement changé de perspectives géopolitiques et s'est rapproché naturellement de l'Europe. La démocratisation du Portugal (qui s'est faite en même temps que l'Espagne) est notamment dopée par l'intégration à la CEE en 1986. Depuis, la géopolitique globale portugaise est à double tranchant : un pays européen qui veut avoir un rôle majeur sur son continent et un pays tourné vers l'Atlantique qui garde des relations fortes avec ses anciennes colonies africaines et les Etats-Unis et le Brésil. De plus, l'intégration avec l'Espagne est maintenant complète.

Le développement Européen au service du développement économique

En 1986, le Portugal qui intègre la CEE est un pays pauvre, dévasté par la dictature. Moderniser le pays était alors une nécessité avec un PIB par habitant de seulement 11 758 \$ (\$ international courant) en 1990. L'intégration Européenne a été un levier de croissance formidable et le pays s'enrichit rapidement et développe ses infrastructures. La crise de 2008 a fait chavirer le Portugal vers une politique d'Austérité. L'UE et le FMI sont venus en aide au Portugal avec un prêt de 78 milliards d'euros.



2-HISTOIRE

Le Portugal, une nation indépendante dès le XIIIe siècle

Avant de devenir la nation portugaise, le Portugal est une terre de conquête : peuplée de Celtes, elle connaît la domination romaine (à partir du Ier siècle avant J.-C.) puis les invasions barbares. À la fin du VIe siècle, les Wisigoths annexent les territoires lusitaniens à leur royaume, avant de la conquête musulmane en 711.

Le nord du Portugal échappe à la domination musulmane à la suite de la reconquête entamée par le royaume des Asturies puis celui de Castille.

Séparé des territoires espagnols, le Portugal s'émancipe avec la dynastie de Bourgogne qui poursuit la reconquête sur les Arabes et se rend maître de l'ensemble du territoire jusqu'à l'Algarve, dans le Sud, en 1249.

Le Portugal, une nation tournée vers le monde

Après un XIVe siècle de consolidation de son indépendance, le Portugal s'impose sur les mers aux XVe et XVIe siècles, constituant grâce aux grandes explorations (Bartolomeu Dias, Diogo Cao, Vasco de Gama) un vaste empire colonial, en Afrique (après Madère, Maroc, Angola, Mozambique, Cap Vert, Guinée), en Asie (Inde avec Goa, Chine avec Macao) en Amérique (Brésil). Le petit royaume est alors le plus grand empire du monde : au Portugal, savants, mercenaires, scientifiques et peintres, commerçants et poètes, esclaves et princes faisaient société. Le traité de Tordesillas (1494) fixe les zones d'influence respectives du Portugal et de l'Espagne. À l'extinction de la dynastie d'Aviz, arrivée au pouvoir en 1385, l'union personnelle avec l'Espagne est instituée en 1580 mais les libertés portugaises sont respectées sous le règne de Philippe Ier de Portugal, premier des rois espagnols qui occupèrent pendant 60 ans le trône.

La modernisation politique, économique et culturelle du XVIIe et XVIIIe siècles

L'indépendance restaurée en 1640, les souverains portugais s'attachent à recouvrer la pleine souveraineté du pays, reconnue par l'Espagne en 1688. Dom Joao V, roi absolutiste et amoureux des arts, ordonne la construction à Mafra d'un grandiose couvent-palais et d'un aqueduc Aguas Livres à Lisbonne. Suite au tremblement de terre dévastateur en 1755, qui inspire littérature et philosophie du siècle des Lumières, la capitale luxueuse et exotique disparaît complètement. Le Marquis de Pombal, despote éclairé et ministre de Dom José, invente la nouvelle Lisbonne, monumentale et mieux préparée aux caprices de la nature.

Mais le Portugal dépend économiquement de l'Angleterre, et Pombal ne parvient pas à changer la situation. Il est renvoyé avec l'avènement de la nouvelle reine, Marie I^{re}.

Le XIXe : siècle du déclin portugais

Le Portugal est attaqué en 1801 par l'Espagne (« Guerre des oranges »), après un renversement d'alliance des espagnols, ralliés à la France révolutionnaire. Refusant de rompre avec l'Angleterre et d'appliquer le blocus, le Portugal est envahi une première fois en 1807 : la famille royale, renonçant à toute résistance, s'exile au Brésil.

En 1808, la position espagnole change : le Portugal suit son exemple, et s'insurge contre l'occupant français.

Le Portugal connaît alors un premier déclin : alors que le Brésil accède à l'indépendance en 1825, la monarchie parlementaire, instituée par les Cortes en 1822, est paralysée par les luttes civiles entre conservateurs et libéraux.

Le Portugal moderne, entre républicanisme, dictature et démocratie

Le 5 octobre 1910, la République est proclamée. Le petit groupe des républicains, sans grande prise sur l'opinion publique, prend, malgré tout, des mesures fondamentales, qui inscrivent le Portugal dans la modernité : dissolution des congrégations, séparation de l'Église de l'État, conscription, enseignement laïque et obligatoire, droit de grève. La Constitution de 1911 est démocratique, mais la société ne s'en accomode pas : entre 1911 et 1926, une vingtaine de révolutions, une quarantaine de gouvernements sont la conséquence d'insurrections royalistes, de coups de force militaires et d'instabilité politique qui minent le pays.

En 1926, un soulèvement militaire renverse la république : pendant 48 ans, le Portugal vivra sous le régime autoritaire et corporatiste de Salazar. « L'État nouveau » pratique une politique extérieure prudente. Visiblement favorable au régime de Franco durant la guerre d'Espagne, il maintient sa neutralité au début de la Seconde Guerre mondiale, puis permet à la Grande-Bretagne puis aux États-Unis d'utiliser l'archipel des Açores pour la surveillance de l'Atlantique.

Mais les difficultés du Portugal dans ses colonies sont récurrentes ; les accusations de la communauté internationale, consolidées, se font plus nombreuses, du fait de sa politique africaine : la « révolution des œillets » de 1974, menée par de jeunes officiers des troupes coloniales, abolit la dictature et instaure une démocratie pluraliste, permettant l'intégration du Portugal au sein de l'Union européenne en 1986.



3-LE SYSTEME POLITIQUE PORTUGAIS

Le contexte politique actuel

En octobre 2019, le peuple portugais a voté aux élections générales, qui ont vu la confirmation du Parti socialiste du Premier ministre en exercice Antonio Costa comme la principale entité politique du pays avec 36% des voix (obtenant un total de 108 sièges, 22 de plus que lors des élections précédentes), suivi du Parti social-démocrate (79 sièges) et du Bloc de gauche (19 sièges).

Le fait marquant est que pour la première fois dans l'histoire démocratique du Portugal, un parti d'extrême droite - CHEGA (CH) - a réussi à être représenté au Parlement, bien qu'il n'ait obtenu qu'un seul siège.

Après les élections, Antonio Costa a formé un gouvernement minoritaire socialiste, avec Mario Centeno (économiste proche du PS) comme ministre des Finances. Le cabinet a été créé le 26 octobre 2019.

Quel est le système politique du Portugal ?

Le Portugal est une république basée sur une démocratie parlementaire. La Constitution établit un régime dit "semi-présidentiel".

Le pouvoir exécutif

Le président est le chef de l'État et le commandant en chef de l'armée. Il est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Après une élection générale, le chef du parti ou de la coalition majoritaire est généralement nommé Premier ministre par le président, pour un mandat de quatre ans. Le Premier ministre est le chef du gouvernement et détient le pouvoir exécutif, qui comprend la mise en œuvre des lois et la supervision de la gestion quotidienne du pays. Le Conseil des ministres est nommé par le président sur recommandation du Premier ministre. Il existe également un Conseil d'État, qui fait office d'organe consultatif auprès du Président.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif au Portugal est monocaméral. Le parlement, appelé Assemblée de la République, compte 230 sièges. Ses membres sont élus au suffrage universel pour un mandat de quatre ans. La branche de l'exécutif du gouvernement est directement ou indirectement dépendante du soutien du parlement, souvent exprimé par un vote de confiance. Le Premier ministre ne peut pas dissoudre l'Assemblée. Cependant, le Président peut le faire et convoquer des élections anticipées s'il le souhaite. Les citoyens portugais jouissent de droits politiques importants.

Faits marquants de l'histoire politique du Portugal

Pendant les guerres napoléoniennes (1807), la famille royale portugaise alliée de l'Angleterre s'enfuit au Brésil et s'installe à Rio de Janeiro, qui devint alors la capitale de l'Empire portugais. Jean VI rentre à Lisbonne en 1821 pour accepter la Constitution Libérale adoptée par les "Cortes". La monarchie portugaise devient constitutionnelle.

À partir de 1910, le Portugal devient une République en exilant la famille royale ("Dinastia de Bragança"). La République est proclamée le 5 octobre 1910.

Dans les années 1960, le Portugal est soumis à la dictature de Salazar et voit une forte partie de sa population émigrer vers la France et l'Allemagne. La chute de Salazar lors de la Révolution des Œillets ("Revolução dos Cravos"), le 25 avril 1974, ramène le pays à la démocratie.

En 1986, Portugal rentre dans l'Union Européenne et adopte l'euro en 2002.



4-L'ÉCONOMIE DU PORTUGAL

Intégration du Portugal dans l'économie européenne

Le Portugal est devenu membre de la Communauté européenne en 1986. Le pays a rejoint l'Union Economique et Monétaire en 1999 et a commencé à faire circuler l'euro dès sa création le 1er janvier 2002. Aujourd'hui, la grande majorité du commerce international se fait au sein de l'Union Européenne (UE), en particulier avec l'Espagne (30% des importations de produits 2018, 23% des exportations de produits), l'Allemagne (13%, 12%) et la France (7%, 13%).

2008-2014 : La grande crise financière

À la suite de l'effondrement et de la nationalisation conséquente de la Banco Português de Negócios (BPN) en 2008, de la faillite et de la dissolution de la « Banco Privado Português » (BPP) en 2010 et du dérapage budgétaire avec les Partenariats Public-Privé tels que les montants payés aux concessions routières, à la santé et au secteur ferroviaire de 2008 à 2010, le Portugal était au bord de la faillite. Pour l'éviter, le Portugal a reçu un renflouement de 78 milliards d'euros du FMI et de l'Union Européenne en avril 2011.

Pour se conformer aux conditions du plan de sauvetage financier, le gouvernement a effectué des réductions de dépenses et des augmentations d'impôts qui ont conduit à une récession sévère de 2011 à 2013 avec un chômage atteignant 16% en 2013. L'insécurité alimentaire s'est intensifiée et a particulièrement touché les habitants des régions les plus pauvres du Portugal.

Développement après 2014

Après la fin du paquet de soutien qui s'est terminé en mai 2014, le gouvernement portugais a réaffirmé son engagement à poursuivre sa réforme économique. Depuis lors, l'économie s'est redressée avec des taux de croissance annuels du PIB réel supérieurs à la moyenne de l'UE, alimentés par le tourisme et les exportations (p.ex. automobiles – Autoeuropa / Volkswagen). En 03/2019, le taux de chômage était retombé à 6,5%, en partie soutenu par l'émigration. Le déficit budgétaire est également passé de 11,2% du PIB en 2010 à 0,5% en 2019. Néanmoins, la dette publique reste élevée, à 121,5% du PIB 2019. Malgré les réformes, le secteur public est encore surchargé de bureaucratie. La corruption et l'abus de fonds publics semblent rester monnaie courante dans les domaines de l'urbanisme et des marchés publics, malgré des progrès significatifs. De plus, les ratios de fonds propres des banques portugaises sont toujours parmi les plus bas de l'Union Européenne et les niveaux d'endettement des entreprises restent élevés, même si de grandes améliorations ont également été apportées dans ce domaine depuis la crise de 2010-14.

2019 data	Portugal	France	EU
GDP (€bn, nominal)	213,3	2 425,7	13 963.6
GDP growth (real)	2.2%	1.3%	1.5%
Average real GDP growth last 5 years	2.4%	1.5 %	2.1%
GDP / capita (€)	20 740	35 960	31 160
Public debt / GDP (2018)	121,5%	98,4%	85.1%
Surplus (+) or deficit (-) / GDP (2018)	-0.5%	-2,5%	-0.5%
HICP inflation rate (2018)	1.2%	2.1%	1.8%
LT interest rate (03/18)	1.79%	0,84%	1,07%
Unemployment rate (March 2019)	6,5%	8.7%	6,4%
Index of Economic Freedom (2018)	63,4	63,9	69,4 (2017)
Corruption Perception Index	#30	#23	-

2020 : Crise covid

La dépendance du Portugal au tourisme l'a rendu particulièrement vulnérable à l'impact économique du coronavirus. Comptant pour env. 15% du PIB et 9% de l'emploi, le secteur s'attend à perdre env. 60 000 emplois cette année. Environ 45% des hôtels ont temporairement fermé. TAP Air Portugal, la compagnie aérienne nationale, doit être renflouée, ce qui lui coûtera 3 500 emplois. Au total, la Banque du Portugal s'attend à ce que le PIB se contracte d'environ env. 8% en 2020, tandis que le chômage atteindra près de 9% à court terme. La CE prévoit une dette publique de 135% du PIB et un déficit budgétaire de 4,3% en 2020.

Perspective

Le Portugal devrait recevoir 13 milliards d'euros de subventions du fonds de relance de l'UE (6% du PIB 2019) d'ici 2026. Toutefois, il n'exploitera pas sa composante « prêt » pour éviter d'augmenter davantage la dette publique.

La banque centrale portugaise prévoit un rebond en 2021 à 3,9% de croissance et s'attend à ce que l'économie retrouve progressivement son niveau d'avant la pandémie d'ici 2023.



5- LE PORTUGAL, UN PAYS QUI CULTIVE SES TALENTS

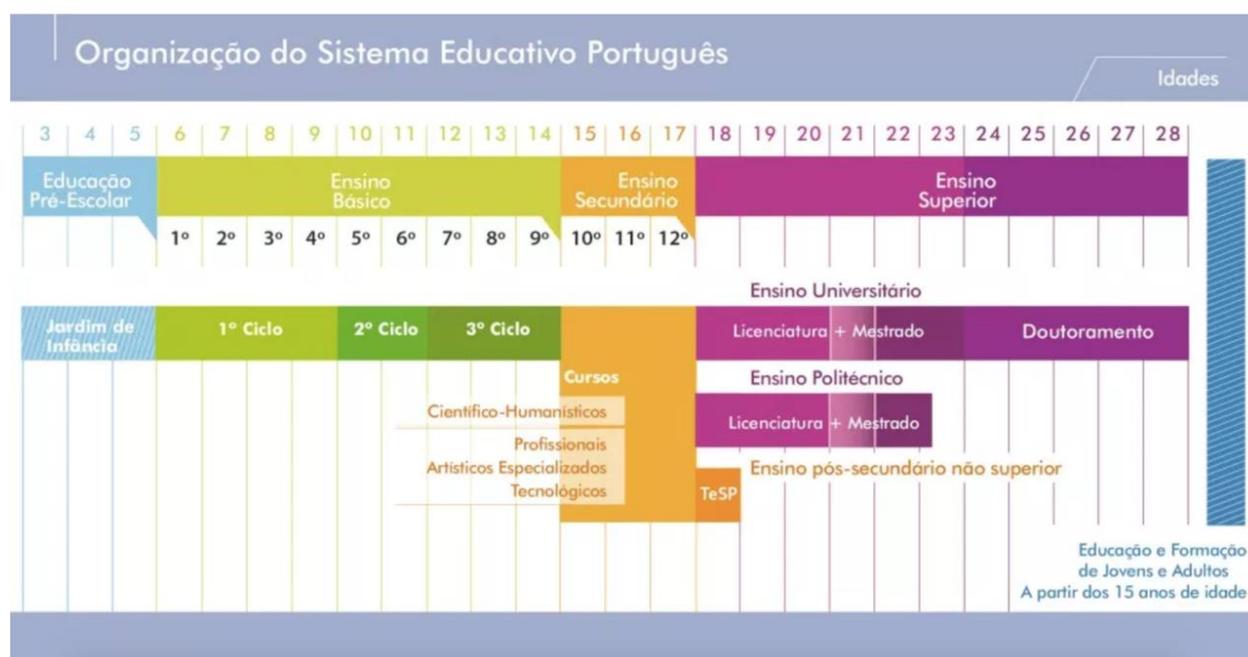
Le système éducatif portugais

Vers une amélioration du système éducatif

Contrairement à une partie de leurs aînés qui quittaient l'école jeune pour s'engager comme ouvrier agricole ou industriel, au Portugal ou en France par exemple, les enfants et adolescents portugais d'aujourd'hui doivent obligatoirement suivre un cursus scolaire de 6 à 18 ans (suite à une réforme de 2009).

Les résultats du Portugal dans les classements PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) successifs – qui mesurent tous les trois ans les performances de jeunes de 15 ans dans les 34 pays membres de l'OCDE – sont encourageants et méritent d'être soulignés. Pour la première fois en 2011, ils se rapprochent de la moyenne européenne. En 2019, le pays est juste derrière la France en « compréhension de l'écrit », et se situe dans le haut du tableau en mathématiques et en sciences. Cette progression tient notamment à trois facteurs :

- L'aide fournie aux élèves ayant de mauvais résultats (une heure par semaine, ces élèves profitent de l'aide d'un professeur ; plus récemment ont été mis en place des soutiens spécifiques pour les étrangers, à raison de 90 min par semaine de plus de cours de portugais et en classes réduites) ;
- Le nombre croissant d'enfants suivant une formation préscolaire ;
- L'amélioration considérable de l'équipement technologique des écoles (depuis 2008, le gouvernement du Portugal a investi 700 millions d'euros dans l'acquisition de 300 000 ordinateurs et de tableaux blancs interactifs (TBI)).



Un enseignement de base qui fait la part belle aux langues

Après l'éducation préscolaire de 3 à 6 ans, l'« enseignement de base » - universel, obligatoire et gratuit – s'étire sur 9 années structurées en 3 cycles successifs :

1. Un 1er cycle de 4 années de scolarité de 6 à 10 ans, avec, comme en France, un enseignant unique (éventuellement secondé pour les disciplines spécialisées). Notons que l'enseignement de l'anglais commence dès la troisième année.
2. Un 2e cycle, de 2 années, de 10 à 12 ans.
3. Un 3e cycle, de 3 années, de 12 à 15 ans, où l'étude d'une deuxième langue étrangère peut être initialisée.

NB : Il existe, pour les personnes ayant dépassé l'âge normal de fréquentation de ce niveau d'enseignement (plus de 15 ans) et qui n'ont pas eu la possibilité de suivre un parcours normal, un enseignement de base de rattrapage. Cette filière a les mêmes objectifs et attribue le même diplôme que l'enseignement de base normal, mais en appliquant des programmes d'études et des méthodes adaptés à leurs destinataires.

Un enseignement secondaire offrant une palette de cursus généralistes ou spécialisés, académiques ou professionnels

Après leur 9ème année de scolarité, les jeunes peuvent intégrer l'enseignement secondaire, et ont le choix entre trois parcours principaux.

- a. L'enseignement secondaire « scientifique – humaniste » : le plan d'études comprend un tronc commun général et des enseignements propres à chaque filière. Il comprend 4 filières : sciences et technologies ; sciences socio-économiques ; langues et humanités ; arts visuels.
- b. L'enseignement secondaire technologique : traditionnellement proposé dans des établissements privés ou coopératifs. Depuis quelques années il est dispensé aussi dans des établissements publics.
- c. L'enseignement artistique spécialisé.
- d. Il existe également un enseignement professionnel, pouvant prendre la forme de Cours d'Education et de Formation (CEF), de Cours Professionnels, ou de l'apprentissage en alternance.

NB : L'enseignement secondaire de rattrapage permet aux plus de 18 ans d'obtenir une certification équivalente à celle de l'enseignement secondaire normal, du domaine général ou technologique.

Un enseignement post-secondaire diversifié, proposant, outre les cursus universitaires, un parcours pour former les futurs cadres ainsi que des parcours distanciels

Une nouvelle offre de formation professionnalisante a été mise en place il y a quelques années, il s'agit des Cours de spécialisation technologique « Cursos de Especialização Tecnológica » (CET). C'est la réponse apportée aux besoins croissants du tissu socio-économique portugais en matière de cadres intermédiaires. La durée des études est de 1 an à 1 an et demi, et elles débouchent sur l'obtention d'un « Diploma de Especialização Tecnológica ».

L'enseignement supérieur au Portugal est constitué de deux types d'institutions :

- Les Instituts supérieurs polytechniques (publics et privés) : proposent des cursus d'études spécialisées en ingénierie, agriculture, gestion, marketing, éducation, santé, arts appliqués...
- Les Universités : 13 Universités publiques (les plus importantes sont à Lisbonne, Porto et Coimbra), 1 Université ouverte (enseignement à distance), et des Universités privées. Toutes ces Universités fonctionnent en coopération avec des partenaires sociaux et économiques.

Depuis le Moyen âge, la ville universitaire de référence est Coimbra. Fondée le 1er mars 1290, par le roi Denis Ier au travers de la *Scientiae thesaurus mirabilis*, elle offre aujourd'hui un total de 330 formations couvrant un vaste champ de connaissances, dont 35 licences, 111 masters, 12 masters intégrés, 69 doctorats et 103 certificats et accueille plus de 25 000 étudiants, dont 21 % d'étudiants internationaux. L'université participe aux échanges universitaires européens du Réseau d'Utrecht, favorisant l'échange de bonnes pratiques et la mobilité internationale entre 31 universités de 26 pays européens depuis 1987, et du Groupe de Coimbra rassemblant depuis 1985 les meilleures universités multidisciplinaires européennes.

Le levier européen

Le Portugal investit 1,3% de son PIB en Recherche & Innovation (R&I), contre 2,1% en moyenne dans l'U.E, le plaçant en 14ème place dans l'Union. 31% de sa main d'œuvre travaille dans un emploi « intense en savoir », légèrement moins que la moyenne de l'UE (36%). Le Portugal est également 11ème sur 28 en nombre de chercheurs par habitant.

Dans ce contexte, les 3,4 milliards d'euros reçus via Horizon 2020 (1 milliard) et les fonds structurels (2,3 milliards) représentent à la fois un apport substantiel à l'effort en recherche et innovation et un vecteur d'accélération des coopérations scientifiques et privées avec des organisations d'autres pays membres à la pointe de leur domaine. Ce qui bénéficie à l'ensemble du tissu économique, et pas seulement aux grandes entreprises. Sur le milliard de dotations reçu via H2020, 200 millions ont financé des actions portées par des PME portugaises.

Si la Commission Européenne considère le Portugal comme « un modeste innovateur », gageons que la dynamique en place lui permettra de se hisser progressivement au rang des pays européens les plus développés.



6- L'INNOVATION AU PORTUGAL

Aperçu global de l'Innovation au Portugal depuis 2015

Il y a une baisse régulière du nombre de startups créées entre 2015 et 2020, à cause des barrières d'entrée sur le marché, des tendances de recrutement en entreprise et du COVID-19. Lisbonne (67,02%), Porto (7,45%) et Braga (7,27%) sont les principaux pôles d'innovation, Lisbonne comptant plus de 20 établissements d'enseignement supérieur tandis que Porto en compte plus de 15. Les 3 principales industries ayant le plus grand nombre de startups sont le e-commerce et les achats (15,20%), les technologies de l'information et les logiciels (12,31%) ainsi que les applications et mobiles (9,12%). Le nombre de nouvelles entreprises dans les TIC ayant presque doublé au cours des 10 dernières années montre l'engouement du pays pour sa transformation digitale. Les scale-ups (startup en forte croissance) sont majoritairement représentées dans la verticale Grand Public et Web (44%); L'écart entre les sources de financement nationales et étrangères se resserre, ce qui suggère la maturité croissante de l'écosystème des startups portugaises: en 2020, la différence de financement total entre les sources étrangères et nationales était de 19,2%, 75% en 2019 et 49,26% en 2018;

Bien que la dépendance vis-à-vis des investissements étrangers soit toujours importante, avec une part de 87,6% dans l'investissement total. L'écosystème évolue avec des *scaleups* reposant moins sur des financements non dilutifs et ayant accès à des cycles de financement au-delà de la série A. Les États-Unis (24%), le Royaume-Uni (18%) et le Brésil (15%) sont les principales destinations pour les startups qui changent de siège depuis le Portugal. Lisbonne en 2016 est le premier choix des start-ups souhaitant s'établir en Europe devant Berlin, Londres et Paris. Un des avantages est le coût de la vie et de la main-d'œuvre hautement qualifiée, 27% moins cher que Barcelone et 40% moins cher qu'Amsterdam.

Le Portugal a également le salaire moyen le plus faible pour les développeurs européens, et les coûts immobiliers (Lisbonne/Porto) sont plus attractifs que des villes comme Berlin ou Stockholm, bien qu'ils aient augmenté ces dernières années ; l'expérience à l'international par exemple incitant une mondialisation des salaires dans l'Innovation. Les fondateurs non-portugais (33%) contribuent de manière significative à l'écosystème de démarrage portugais en raison des programmes d'encouragement par le gouvernement. Cependant, l'écosystème semble toujours peu diversifié et il perdure une disparité significative entre les entrepreneurs masculins (90,3%) et féminins (9,7%). Plusieurs experts affirment que cela est dû à de fortes influences culturelles.

Financement de l'innovation au Portugal :

En 2018, 40.6% des financements en R&D provenaient du Gouvernement. Les startups ont levé plus de 2 milliards de dollars entre 2015 et 2020. La majorité de ce financement provenait de sources externes (92%). Même si la pandémie a eu un impact négatif sur plusieurs industries, les startups du secteur des logiciels d'entreprise, du marketing et de la publicité ont connu une augmentation de financement. Le gouvernement a produit un nouvel ensemble de mesures de secours économique d'un montant de 25 millions d'euros afin de soutenir l'Innovation face à la crise de Covid-19 (financement, salaires, subventions par incubation). Les investisseurs en Venture Capital (type institutions comme fonds de pension ou bien simplement banque) sont moins nombreux à investir dans le domaine de capital risque pour soutenir les investisseurs de capital-risque (VC) et les startups. Le Portugal accuse un retard significatif en matière de financement en capital-risque (VC) par rapport à ses homologues européens.

Dernièrement de nouveaux investisseurs portugais apparaissent ; en VC avec Indico, Faber Ventures ou Armilar Venture - et business angels - avec Cristina Fonseca (Talkesk), Carlos Silva (Seedrs). La majorité du financement par capital-risque provient d'investisseurs étrangers (66,8%), avec en particulier les États-Unis (59%) ; mais les investisseurs nationaux jouent un rôle clé aux premiers stades du financement (70% du financement d'amorçage). Les secteurs possédant le plus d'investissement en 2020 sont : la santé, les transports et les médias.

Un fond est lancé en 2016 par le gouvernement à travers « Startup Portugal » (200 millions d'euros). La distribution des sources de levée de fonds pour startups place en premier plan les investisseurs en capital-risque (VC) (46%) puis les *business angels* (17%). Les accélérateurs/incubateurs suivent de près (13%) et plus loin le gouvernement est en 7ème place avec seulement 3%. Au stade de pré-amorçage, seulement 1,8% de *business*

angels plus 0,44% de fonds provenant des accélérateurs et incubateurs indiquent la rareté de la culture d'investissement à ce stade crucial au développement de la startup. 100 acquisitions ont été enregistrées entre 2015 et 2020. L'industrie des technologies de l'information (17%) et de la fabrication (17%) a enregistré le plus de sorties.

La majorité des acquéreurs sont européens, suivis du Portugal et des États-Unis. OutSystems (Logiciels) est la seule licorne (avec valorisation à 1Md\$) 100% Portugaise ; Farfetch (e-commerce, 6.2Mds\$) ainsi que Talkdesk (Logiciels, 1Md\$) sont deux licornes à double nationalité (RU et US respectivement) dont le siège est à l'étranger. La 1ère levée de fonds se fait par des investisseurs portugais, suivie d'investisseurs américains pour les levées suivantes. Enfin, les startups sont souvent acquises par de plus grandes entreprises européennes. Après une acquisition/sortie en bourse, les entrepreneurs portugais créent d'autres entreprises ou deviennent investisseurs. La dernière offre publique date de 2018 avec une fintech, Raizer, précédée d'une sortie en 2014 de la banque postale Portugaise (CTT Correios) qui a fait suite à l'IPO de EDP-Energias de Portugal, spécialiste du renouvelable, en Juin 2008.
